

30 -09- 2003

12 -12- 2003

NR
N°

69015) du 4.9.03

SOUS-COMMISSION PARITAIRE POUR LES METAUX PRECIEUX

*Convention collective de travail du 24 septembre 2003***STATUTS FONDS DE SECURITE D'EXISTENCE****Article 1er.**

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs, aux ouvriers et ouvrières des entreprises ressortissant à la Sous-commission paritaire pour les métaux précieux.

Pour l'application de la présente convention collective de travail, on entend par "ouvriers": les ouvriers et ouvrières.

Art. 2.

Les statuts du "Fonds de sécurité d'existence "Métaux Précieux" sont joints en annexe à la présente.

Art. 3.

La présente convention collective de travail entre en vigueur au 1er juillet 2003 et est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée par une des parties moyennant un préavis de six mois, notifié par lettre recommandée à la poste, adressée au Président de la Sous-commission paritaire pour les métaux précieux

Art. 4.

La convention collective de travail du 11 octobre 2001 concernant les statuts du "Fonds de sécurité d'existence - Métaux Précieux", enregistrée sous le numéro 60.361/CO/149.3. *cc*

STATUTS DU FONDS

CHAPITRE I. - Dénomination, siège, missions, durée

1. Dénomination

Article 1er.

Il est institué par la convention collective de travail du 28 mai 1970, rendue obligatoire par arrêté royal du 21 août 1970 (Moniteur beige du 20 novembre 1970), un Fonds de sécurité d'existence dénommé "Fonds de sécurité d'existence - Métaux Précieux".

Par "Fonds", on entend dans les présents statuts "Fonds de sécurité d'existence - Métaux Précieux".

2. Siège

Art. 2.

Le siège social du Fonds est établi a Bruxelles. Il peut être transféré par décision de la Sous-commission paritaire pour les métaux précieux a tout autre endroit en Belgique.

3. Missions

Art. 3.

Le Fonds a pour mission:

- 3.1 de regier et d'assurer la perception et le recouvrement des cotisations a charge des employeurs visés a l'article 5;
- 3.2 de regier et d'assurer l'octroi et le versement d'avantages sociaux complémentaires;
- 3.3 de favoriser la formation syndicale des ouvriers;
- 3.4 de favoriser l'embauche et la formation de personnes appartenant aux groupes a risques;
- 3.5 de prendre en charge des cotisations spéciales;
- 3.6 en fonction du développement d'une politique de formation sectorielle, de financer le fonctionnement et les initiatives de l'sbl Educam, conformément aux régies fixées par le conseil d'administration.

4. Durée

Art. 4.

Le Fonds est institué pour une durée indéterminée.

CHAPITRE II. - Champ d'application

Art. 5.

Les présents statuts s'appliquent aux employeurs, aux ouvriers et aux **ouvrières** des entreprises ressortissant à la Sous-commission paritaire pour les métaux précieux.

Par "ouvriers" on entend: les ouvriers et les ouvrières.

CHAPITRE III. - Missions statutaires du Fonds

1. Perception et recouvrement des cotisations

Art. 6.

Le Fonds est chargé de régier et d'assurer la perception et le recouvrement des cotisations à charge des employeurs visés à l'article 5.

2. Octroi et versement des indemnités complémentaires

2.1. Indemnité complémentaire en cas de chômage temporaire

Art. 7.

§ 1. Les ouvriers visés à l'article 5 ont droit, à charge du Fonds, pour chaque **indemnité** ou **demi-indemnité** de chômage reconnue par l'Office National de l'Emploi et prévue à l'article 51 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail (chômage temporaire pour raisons économiques) à l'indemnité prévue à l'article 7 § 2 des présents statuts, pour autant qu'ils remplissent les conditions suivantes:

- **bénéficier** des indemnités de chômage en application de la réglementation sur l'assurance chômage;
- **être** au service de l'employeur au moment du chômage.

§ 2. A partir du 1er mai 1999 le montant de l'indemnité complémentaire de chômage est fixé à:

- € 5,00 par indemnité de chômage payée en application de la réglementation sur l'assurance-chômage;
- € 2,50 par demi-indemnité de chômage payée en application de la réglementation sur l'assurance-chômage.

2.2. Indemnité complémentaire en cas de chômage complet

Art. 8.

§ 1. Les ouvriers visés a l'article 5 ont droit, a charge du Fonds, pour chaque indemnité de chômage, a l'indemnité prévue a l'article 7 § pour un maximum de respectivement 200 jours et 300 jours par cas, selon qu'ils ont moins de 45 ans ou 45 ans ou plus le premier jour de chômage, et pour autant qu'ils remplissent les conditions suivantes:

- bénéficié des indemnités de chômage complet en application de la législation sur l'assurance-chômage;
- avoir été licenciés par un employeur visé a l'article 5, sans toutefois être mis en pré-pension.

§ 2. Lorsqu'au moment du licenciement, les ouvriers avaient 50 ans, ils recevront du Fonds une indemnité mensuelle de € 77,00 dès l'âge de 57 ans et ce après avoir épuisé l'indemnité complémentaire en cas de chômage complet.

2.3. Indemnité complémentaire de maladie

Art. 9.

§ 1. Les ouvriers visés a l'article 5 ont droit, a charge du Fonds, après au moins soixante jours d'incapacité de travail ininterrompue pour cause de maladie ou d'accident, a l'exclusion de l'incapacité de travail pour cause de maladie professionnelle au accident de travail, a une indemnité complémentaire aux indemnités de l'assurance maladie-invalidité pour autant qu'ils remplissent les conditions suivantes:

- bénéficié des indemnités primaires d'incapacité de travail de l'assurance maladie-invalidité en application de la législation en la matière;
- au moment du début de l'incapacité, être au service d'un employeur visé a l'article 5.

§ 2. Le montant forfaitaire de l'indemnité visée a l'article 9 §1 est fixé comme suit:

- € 74,50 après les 60 premiers jours d'incapacité ininterrompue.
- € 74,50 après les 120 premiers jours d'incapacité ininterrompue.
- € 97,00 après les 180 premiers jours d'incapacité ininterrompue.
- € 97,00 après les 240 premiers jours d'incapacité ininterrompue.
- € 97,00 après les 300 premiers jours d'incapacité ininterrompue.
- € 97,00 après les 365 premiers jours d'incapacité ininterrompue.
- € 97,00 après les 455 premiers jours d'incapacité ininterrompue.
- € 97,00 après les 545 premiers jours d'incapacité ininterrompue.
- € 97,00 après les 635 premiers jours d'incapacité ininterrompue.
- € 97,00 après les 725 premiers jours d'incapacité ininterrompue.
- € 97,00 après les 815 premiers jours d'incapacité ininterrompue.
- € 97,00 après les 905 premiers jours d'incapacité ininterrompue.
- € 97,00 après les 995 premiers jours d'incapacité ininterrompue.

§ 3. L'ouvrier âgé de 60 ans au moins au moment du premier jour d'incapacité (55 ans pour l'ouvrière) a droit, après épuisement des avantages prévus a l'article 9 § 2 et pour autant que l'incapacité persiste, a une indemnité trimestrielle de € 97,00 et ce jusqu'au moment de sa pension légale. La dernière indemnité trimestrielle sera allouée **intégralement**, même si la période de trois mois est incomplète.

§ 4. Quelle que soit sa durée, une incapacité de travail ne peut donner lieu qu'à l'octroi d'une seule série d'indemnités; la rechute lors d'une même maladie est considérée comme faisant partie intégrante de l'incapacité précédente lorsqu'elle survient dans les quatorze premiers jours suivant la fin de cette période d'incapacité de travail.

2.4. Indemnité complémentaire en cas de prépension après licenciement

Art. 10

§ 1. En application et conformément

- a la convention collective de travail numero 17 du 19 décembre 1974, conclue au sein du Conseil National du Travail, instituant un régime **d'indemnité** complémentaire pour certains travailleurs âgés, en cas de licenciement, rendue obligatoire par arrêté royal du 16 janvier 1975 (Moniteur beige du 31 janvier 1975);
- la convention collective de travail relative a la prépension après licenciement du 24 septembre 2003 valable du 1er juillet 2003 au 30 juin 2005 conclue au sein de la Sous-commission paritaire pour les métaux précieux;
- la convention collective de travail relative a la prépension a partir de 58 ans du 24 septembre 2003 valable du 1er juillet 2003 au 30 juin 2005 conclue au sein de la Sous-commission paritaire pour les métaux précieux;

le Fonds garantit le paiement intégral de l'indemnité complémentaire a partir de l'âge de 57 ans, le minimum étant de € 5,00 par jour.

- § 2. Pour les ouvriers âgés de moins de 57 ans qui, a la suite d'un accord d'entreprise, bénéficient d'un élargissement des avantages prévus par la convention collective de travail numero 17 du 19 décembre 1974 précitée, le Fonds prend a sa charge, sous les mêmes conditions que celles prévues a l'article 10 § 1 et pour autant que l'employeur paie la cotisation prévue a l'article 27 § 7, l'application de la convention collective de travail numero 17 précitée et ce a partir du premier jour du mois suivant celui au cours duquel les ouvriers atteignent l'âge de 57 ans.
- § 3. Les dispositions au § 1 ne sont pas d'application en cas de fermeture d'entreprises, ni en cas de transfert d'entreprise, au sens de la convention collective de travail numero 32 du 28 février 1978 conclue au sein du Conseil National du Travail, relative au maintien des droits des travailleurs en cas de changement d'employeur du fait d'un transfert conventionnel d'entreprise, rendue obligatoire par arrêté royal du 19 avril 1978.

Dans les cas visé a l'alinéa ci-dessus le Fonds peut attribuer des avances aux prépensionnés ayant introduit leur demande de prépension auprès du Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises, en application de l'article 4 de la Loi du 30 juin 1967 portant extension de la mission du Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprise. Ces avances sont allouées avant que le Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises procédé a l'exécution effective de ses obligations.

- § 4. Les allocations prévues au § 1 ne sont pas cumulables avec les allocations prévues a l'article 8.
- § 5. En exécution des articles 15 et 16 de la Loi du 1^{er} avril 2003 relative a la mise en application de l'accord interprofessionnel pour la periode 2003- 2004 (Moniteur beige du 16 mai 2003), complétés par les articles 75 et 76 de la Loi programme du 8 avril 2003 (Moniteur beige du 17 avril 2003), le paiement de l'indemnité complémentaire de prépension continue a être assuré en cas de reprise du travail par l'ouvrier.

2.5. Indemnité complémentaire en cas de prépension a mi-temps

Art. 11.

En application et conformément:

- aux dispositions reprises dans la convention collective de travail numero 55 du 13 juillet 1993, conclue au Conseil National du Travail et rendue obligatoire par l'arrête royal du 17 novembre 1993, instaurant un régime d'indemnité complémentaire pour certainstravailleurs agés en cas de réduction de moitié des prestations, ci-après dénommée CCT numero 55;
- la convention collective de travail relative a la prépension a mi-temps du 24 septembre 2003 valable du 1er janvier 2003 au 31 décembre 2004 conclue au sein de la Sous-commission paritaire pour les métaux précieux

le Fonds garantit le paiement intégral de l'indemnité complémentaire, le minimum étant de € 5,00 par jour.

2.6. Indemnité sociale complémentaire

Art. 12.

§ 1. Les ouvriers visés à l'article 5 ont droit à charge du Fonds à une indemnité sociale complémentaire pour autant qu'ils satisfassent à la condition suivante:

- être depuis au moins un an membres d'une des organisations interprofessionnelles de travailleurs constituées sur le plan national.

§ 2. Le montant de l'indemnité visée au § 1 est fixé annuellement par le conseil d'administration.

2.7. Modalités de paiement des indemnités complémentaires susmentionnées

Art. 13.

§ 1. Les indemnités visées aux articles 7 (indemnité complémentaire en cas de chômage complet), 8 (indemnité complémentaire de maladie), 9 (indemnité complémentaire en cas de prépension après licenciement) et 10 (indemnité complémentaire en cas de prépension à mi-temps) sont payées directement par le Fonds aux ouvriers intéressés, pour autant qu'ils prouvent qu'ils ont droit aux indemnités prévues par lesdits articles.

§ 2. L'indemnité visée à l'article 12 (indemnité sociale complémentaire) est payée par les organisations professionnelles de travailleurs qui sont fédérées sur le plan national.

Art. 14.

Le conseil d'administration détermine la date et les modalités de paiement des indemnités accordées par le Fonds; en aucun cas, le paiement des indemnités ne peut dépendre des versements des cotisations dues par les employeurs assujettis au Fonds.

3. Promotion de la formation syndicale

Art. 15.

Le Fonds rembourse aux employeurs qui en ont fait l'avance, et à leur demande, les salaires payés (majorés des charges patronales) aux ouvriers qui se sont absents en application de la convention collective de travail du 18 septembre 1972, conclue au sein de la Commission paritaire nationale des secteurs connexes aux constructions métallique, mécanique et électrique, concernant la formation syndicale des ouvriers et ouvrières occupés dans les entreprises d'horlogerie, de bijouterie, d'orfèvrerie et de joaillerie ainsi que les entreprises de commerce de

gros et de détail d'horlogerie, de bijouterie, d'orfèvrerie et de joaillerie, rendue obligatoire par arrêté royal du 7 mars 1973 (Moniteur beige du 27 avril 1973).

Art. 16.

Le montant affecté à l'organisation de cette formation syndicale est fixé annuellement par le conseil d'administration du Fonds.

4. Financement du fonctionnement et des initiatives de l'asbl "Educam"

Art. 17.

Le Fonds finance le fonctionnement et les initiatives de l'asbl "Educam". La contribution financière annuelle du Fonds est déterminée par le conseil d'administration.

L'asbl "Educam" organise suite au mandat en coopération avec les commissions et les sous-commissions paritaires concernées et fonds de sécurité concernés, la formation professionnelle des ouvriers, comme décrits dans les statuts de l'asbl "Educam" et selon les décisions prises par les instances dirigeantes de cette asbl concernant les membres fondateurs et les membres adhérents.

5. Prise en charge de cotisations spéciales

Art. 18.

Les cotisations spéciales sur la prépension conventionnelle à charge des employeurs et introduites d'une part par la loi-programme du 22 décembre 1989 et d'autre part par la loi-programme du 29 décembre 1990, dues respectivement à l'Office National des Pensions et à l'Office National de l'Emploi, sont prises en charge par le Fonds.

A partir du 1er janvier 1994, les cotisations spéciales visées sont prises en charge dès 57 ans pour les prépensionnés, pour autant que la prépension ait débuté entre le 1er janvier 1994 et le 30 juin 2005.

Les cotisations spéciales sont prises en charge aux conditions précitées et jusqu'à la mise à la pension des ouvriers.

Art. 19.

Le conseil d'administration du Fonds détermine les modalités d'application de l'article 18.

6. Disposition générale

Art. 20.

Les conditions d'octroi des indemnités accordées par le Fonds, ainsi que le montant de celles-ci, peuvent être modifiées sur proposition du conseil d'administration par convention collective de travail de la Sous-commission paritaire pour les métaux précieux, rendue obligatoire par arrêté royal.

CHAPITRE IV. - Gestion du Fonds

Art. 21.

Le Fonds est géré par un conseil d'administration composé paritairement de représentants des organisations représentatives des employeurs et des travailleurs.

Le conseil d'administration est composé de douze membres, soit six représentants des employeurs et six représentants des travailleurs.

Les membres du conseil d'administration sont nommés par la Sous-commission paritaire pour les métaux précieux.

Art. 22.

Chaque année, le conseil d'administration désigne parmi ses membres un président et trois vice-présidents.

Une alternance pour la présidence et la première vice-présidence est assurée entre les délégués des employeurs et des travailleurs.

Le deuxième vice-président appartient au groupe des travailleurs et le troisième au groupe des employeurs.

Art. 23.

Le conseil d'administration se réunit sur convocation de son président. Le président est tenu de convoquer le conseil au moins une fois chaque semestre et chaque fois qu'au moins deux membres du conseil le demandent. L'ordre du jour est précisé sur la convocation.

Les procès-verbaux sont établis par le secrétaire désigné par le conseil d'administration et signé par le président de la séance.

Les extraits desdits procès-verbaux sont signés par le président ou deux administrateurs.

Lorsqu'il y a lieu de procéder a un vote, un nombre égal de membres de chaque délégation doit prendre part au vote. Si le nombre est inégal, le ou les membres les moins âgés s'abstiennent.

Le conseil peut seulement décider valablement sur les points inscrits a l'ordre du jour en présence d'au moins la moitié des membres appartenant a la délégation des travailleurs et d'au moins la moitié des membres appartenant a la délégation des employeurs.

Les décisions sont prises a la majorité des deux tiers des votants.

Art. 24.

Le conseil d'administration a pour mission de gérer le Fonds et de prendre toutes les mesures nécessaires pour son bon fonctionnement. Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour la gestion et la direction du Fonds.

Le conseil d'administration agit en justice au nom du Fonds, a la poursuite et la diligence du président ou d'un administrateur délégué a cette fin.

Le conseil d'administration peut déléguer des pouvoirs spéciaux a un ou plusieurs de ses membres ou même a des tiers.

Pour tous les actes autres que ceux pour lesquels le conseil a donné des délégations spéciales, les signatures conjointes de quatre administrateurs (deux du côté des travailleurs et deux du côté des employeurs) suffisent.

La responsabilité des administrateurs se limite a l'exécution de leur mandat et ils ne contractent aucune obligation personnelle relative a leur gestion vis-à-vis des engagements du Fonds.

CHAPITRE V. - Financement du Fonds

Art. 25.

Pour assurer le financement des indemnités et interventions financières prévues aux articles 7 a 19, le Fonds dispose des cotisations dues par les employeurs visés a l'article 5.

Art. 26.

§ 1. La cotisation basée sur la dernière rémunération brute a 108 % proméritee par les ouvriers visés a l'article 10§2, est payée directement par l'employeur au Fonds, avant la date du début de la prépension des ouvriers. Elle est calculée a partir du début de la prépension dans l'entreprise jusqu'a l'âge de 57 ans et payée selon les modalités fixées par le conseil d'administration.

- § 2. A partir du 1er octobre 1999 la cotisation des employeurs est fixée à 2,30% des salaires bruts des ouvriers.
- § 3. Une cotisation exceptionnelle peut être fixée par le conseil d'administration du Fonds, qui détermine également les modalités de perception et de répartition. Cette cotisation exceptionnelle doit faire l'objet d'une convention collective de travail séparée, rendue obligatoire par arrêté royal.

Art. 27.

- § 1. La perception et le recouvrement des cotisations sont assurés par l'Office National de Sécurité Sociale, en application de l'article 7 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les Fonds de sécurité d'existence.
- § 2. Le conseil d'administration du Fonds détermine la répartition des cotisations prévues à l'article 7 jusqu'à 17.

CHAPITRE VI. - Budget et comptes du Fonds

Art. 28.

L'exercice prend cours le 1er janvier et se clôture le 31 décembre.

Art. 29.

Chaque année, au plus tard pendant le mois de décembre, un budget pour l'année suivante est soumis à l'approbation de la Sous-commission paritaire pour les métaux précieux.

Art. 30.

Les comptes de l'année révolue sont clôturés le 31 décembre.

Le conseil d'administration ainsi que le réviseur ou l'expert-comptable désignés par la Sous-commission paritaire pour les métaux précieux, rédigent annuellement un rapport écrit concernant l'accomplissement de leur mission pendant l'année révolue. Le bilan, conjointement avec les rapports annuels écrits visés ci-dessus, doivent être soumis pour approbation à la Sous-commission paritaire pour les métaux précieux pendant le mois de juin au plus tard.

CHAPITRE VII - Dissolution et liquidation du Fonds

Art. 31.

Le Fonds ne peut être dissous que par décision unanime de la Sous-Commission paritaire pour les métaux précieux. Celle-ci devra nommer en même temps les liquidateurs, déterminer leurs pouvoirs et leur rémunération et définir la destination de l'actif net du Fonds.

NEERLEGGING-DEPOT | REGISTRI. ENVIJSTRIE
30 -09- 2003 | 12 -12- 2003 N

69015 101-48.03

PARITAIR SUBCOMITÉ VOOR DE EDELE METALEN

Collectieve arbeidsovereenkomst van 24 september 2003

STATUTEN VAN HET FONDS VOOR BESTAANSZEKERHEID

Artikel 1.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers, werklieden en werksters van de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair **Subcomité** voor de edele metalen.

Voor de toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt onder "werklieden" verstaan: de werklieden of werksters.

Art. 2.

De statuten van het "Fonds voor bestaanszekerheid - Edele Metalen" zijn bijgevoegd in bijlage.

Art. 3.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 juli 2003 en is gesloten voor een onbepaalde tijd.

Zij kan door één van de partijen worden opgezegd mits een opzegging van zes maanden betekend bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de Voorzitter van het Paritair Subcomité voor de edele metalen.

Art. 4.

De collectieve arbeidsovereenkomst van 11 oktober 2001 betreffende de statuten van het "Fonds voor bestaanszekerheid - Edele Metalen", geregistreerd onder het nummer 60.361/CO/149.3 wordt opgeheven.

STATUTEN VAN HET FONDS

HOOFDSTUK I. - Benaming, zetel, opdrachten en duur

1. Benaming

Artikel 1.

Er wordt een Fonds voor bestaanszekerheid opgericht, bij collectieve arbeidsovereenkomst van 28 mei 1970, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 21 augustus 1970 (Belgisch Staatsblad 20 november 1970) genaamd "Fonds voor bestaanszekerheid - Edele Metalen".

Met "Fonds" wordt verder in deze statuten "Fonds voor bestaanszekerheid - Edele Metalen" bedoeld.

2. Zetel

Art. 2.

De maatschappelijke zetel van het Fonds is gevestigd te Brussel. Hij kan, bij beslissing van het Paritair Subcomité voor de edele metalen, naar elke andere plaats in België worden overgebracht.

3. Opdrachten

Art. 3.

Het Fonds heeft als opdracht:

- 3.1 de inning en de invordering van de bijdragen ten laste van de in artikel 5 bedoelde werkgevers te regelen en te verzekeren;
- 3.2 de toekenning en de uitkering van de aanvullende vergoedingen te regelen en te verzekeren;
- 3.3 de vakbondsvorming van de werklieden te bevorderen;
- 3.4 de aanwerving en opleiding van de risicogroepen te bevorderen;
- 3.5 ten laste nemen van bijzondere bijdragen;
- 3.6 in functie van de ontwikkeling van een sectoraal opleidingsbeleid, de werking en de initiatieven van de vzw Educam te financieren volgens de door de raad van bestuur vastgelegde regels.

4. Duur

Art. 4.

Het Fonds wordt voor onbepaalde tijd opgericht.

HOOFDSTUK II. - Toepassingsgebied

Art. 5.

Deze statuten zijn van toepassing op de werkgevers, de werklieden en de werksters van de ondernemingen, welke ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de edele metalen.

Onder "werklieden" wordt verstaan: werklieden en werksters.

HOOFDSTUK III. - Statutaire opdrachten van het Fonds

1. Inning en invordering van de bijdragen

Art. 6.

Het Fonds is gelast de inning en de invordering van de bijdragen ten laste van de in artikel 5 bedoelde werkgevers te regelen en te verzekeren.

2. Toekenning en uitkering van de aanvullende vergoedingen

2.1. Aanvullende werkloosheidsvergoeding bij tijdelijke werkloosheid

Art. 7.

§ 1. De bij artikel 5 bedoelde werklieden hebben recht, ten laste van het Fonds, voor elke werkloosheidsuitkering of halve werkloosheidsuitkering erkend door de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening en voorzien in artikel 51 van de Wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten (tijdelijke werkloosheid omwille van economische redenen) op de vergoeding voorzien in 7 § 2 van de statuten, voor zover zij volgende voorwaarden vervullen:

- werkloosheidsuitkeringen genieten in toepassing van de reglementering op de werkloosheidsverzekering;
- op het ogenblik van de werkloosheid in dienst van de werkgever zijn.

§ 2. Het bedrag van de aanvullende werkloosheidsvergoeding wordt vastgesteld op:

- € 5,00 per werkloosheidsuitkering betaald in toepassing van de reglementering op de werkloosheidsverzekering;
- € 2,50 per halve werkloosheidsuitkering betaald in toepassing van de reglementering op de werkloosheidsverzekering.

2.2. Aanvullende werkloosheidsvergoeding bij volledige werkloosheid

Art. 8.

§ 1. De bij artikel 5 bedoelde werklieden hebben, ten laste van het Fonds, voor elke werkloosheidsuitkering recht op de bij artikel 7 § 2 voorziene vergoeding, met een maximum van respectievelijk 200 dagen en 300 dagen per geval al naargelang zij op de eerste werkloosheidsdag minder dan 45 jaar oud zijn of 45 jaar en ouder zijn en voorzover zij volgende voorwaarden vervullen:

- werkloosheidsuitkeringen genieten in toepassing van de wetgeving op de werkloosheidsverzekering;
- door een in artikel 5 bedoelde werkgever ontslagen geweest zijn, zonder op brugpensioen te zijn gesteld.

§ 2. Indien werklieden op het ogenblik van ontslag de leeftijd van 50 jaar bereikt hebben, ontvangen zij van het Fonds een maandelijkse vergoeding van € 77,00 vanaf de leeftijd van 57 jaar, na uitputting van de aanvullende vergoeding bij volledige werkloosheid.

2.3. Aanvullende ziektevergoeding

Art. 9.

§ 1. De bij artikel 5 bedoelde werklieden hebben na tenminste zestig dagen ononderbroken arbeidsongeschiktheid ten gevolge van ziekte of ongeval, met uitsluiting van de arbeidsongeschiktheid ten gevolge van beroepsziekte of arbeidsongeval, recht, ten laste van het Fonds, op een vergoeding die de uitkeringen van de ziekte- en invaliditeitsverzekering aanvult, voor zover de werklieden volgende voorwaarden vervullen:

- uitkeringen van de ziekte- en invaliditeitsverzekering bij toepassing van de wetgeving ter zake genieten;
- op het ogenblik waarop de ongeschiktheid aanvangt, in dienst van een in artikel 5 bedoelde werkgever zijn.

§ 2. Het forfaitair bedrag van de bij artikel 9 § 1 bedoelde vergoeding wordt als volgt vastgesteld:

- € 74,50 na de eerste 60 dagen ononderbroken ongeschiktheid.
- € 74,50 na de eerste 120 dagen ononderbroken ongeschiktheid.
- € 97,00 na de eerste 180 dagen ononderbroken ongeschiktheid.
- € 97,00 na de eerste 240 dagen ononderbroken ongeschiktheid.
- € 97,00 na de eerste 300 dagen ononderbroken ongeschiktheid.
- € 97,00 na de eerste 365 dagen ononderbroken ongeschiktheid.
- € 97,00 na de eerste 455 dagen ononderbroken ongeschiktheid.
- € 97,00 na de eerste 545 dagen ononderbroken ongeschiktheid.
- € 97,00 na de eerste 635 dagen ononderbroken ongeschiktheid.
- € 97,00 na de eerste 725 dagen ononderbroken ongeschiktheid.
- € 97,00 na de eerste 815 dagen ononderbroken ongeschiktheid.
- € 97,00 na de eerste 905 dagen ononderbroken ongeschiktheid.
- € 97,00 na de eerste 995 dagen ononderbroken ongeschiktheid.

§ 3. De werkmán die minstens 60 jaar oud is op het ogenblik waarop de ongeschiktheid aanvangt (55 jaar voor de werksters), heeft, na uitputting van de voordelen vervat in artikel 9 § 2 en voor zover de ongeschiktheid voortduurt, recht op een driemaandelijks uitkering van € 97,00 en dit tot op het ogenblik dat hij of zij het wettelijk pensioen geniet. De laatste driemaandelijks uitkering zal, zelfs als het een onvolledige periode van drie maanden betreft, volledig uitgekeerd worden.

§ 4. Een arbeidsongeschiktheid kan, ongeacht de duur ervan, slechts aanleiding geven tot de toekenning van een enkele reeks vergoedingen; het hervallen in eenzelfde ziekte wordt beschouwd als integraal deel uitmakend van de vorige ongeschiktheid wanneer die zich voordoet binnen de eerste veertien dagen volgend op het einde van die periode van arbeidsongeschiktheid.

2.4. Aanvullende vergoeding bij brugpensioen na ontslag

Art. 10.

§ 1. In toepassing van en overeenkomstig

- de collectieve arbeidsovereenkomst nummer 17 gesloten op 19 december 1974 in de Nationale Arbeidsraad, tot invoering van een regeling voor aanvullende vergoeding ten gunste van sommige bejaarde werknemers indien zij worden ontslagen, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 16 januari 1975 (Belgisch Staatsblad van 31 januari 1975);
- de collectieve arbeidsovereenkomst betreffende het brugpensioen na ontslag van 24 september 2003 geldig van 1 juli 2003 tot en met 30 juni 2005 gesloten in het Paritair Subcomité voor de edele metalen;
- de collectieve arbeidsovereenkomst betreffende het brugpensioen vanaf 58 jaar van 24 september 2003 geldig van 1 juli 2003 tot en met 30 juni 2005 gesloten in het Paritair Subcomité voor de edele metalen;

verzekert het Fonds de integrale betaling van de aanvullende vergoeding met een minimum van € 5,00 per dag, vanaf de leeftijd van 57 jaar.

- § 2. Voor de werklieden die minder dan 57 oud zijn en die ingevolge een ondernemingsakkoord genieten van een uitbreiding van de voordelen vermeld in voormelde collectieve overeenkomst nummer 17 van 19 december 1974, neemt het Fonds onder dezelfde voorwaarden als bepaald in artikel 10 § 1 en voor zover de werkgever de bijdrage betaalt zoals bepaald in artikel 27 § 1 de toepassing van voormelde collectieve arbeidsovereenkomst nummer 17 op zich en dit vanaf de eerste van de maand volgend op die waarin de werklieden 57 jaar worden.
- § 3. De bepalingen van § 1 zijn niet van toepassing in geval van sluiting van ondernemingen noch in geval van overgang van ondernemingen in de zin van de collectieve arbeidsovereenkomst nummer 32 van 28 februari 1978, gesloten in de Nationale Arbeidsraad betreffende het behoud van de rechten van de werknemers bij wijziging van werkgever ingevolge de overgang van ondernemingen krachtens overeenkomst, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 19 april 1978.

In de gevallen voorzien bij het vorige lid kan het Fonds voorschotten betalen aan de bruggepensioneerden die hun aanvraag tot brugpensioen indienen bij het Fonds voor vergoeding van de in geval van sluiting van ondernemingen ontslagen werknemers bij toepassing van artikel 4 van de Wet van 30 juni 1967 tot verruiming van de opdracht van het Fonds tot vergoeding van de in geval van sluiting van ondernemingen ontslagen werknemers. Deze voorschotten zijn toegekend vooraleer het Fonds tot vergoeding van de in geval van sluiting van ondernemingen ontslagen werknemers zijn verplichtingen werkelijk uitvoert.

- § 4. De vergoedingen voorzien in § 1 zijn niet cumuleerbaar met de vergoedingen voorzien in artikel 8.
- § 5. In uitvoering van artikel 15 en artikel 16 van de Wet van 1 april 2003 houdende uitvoering van het interprofessioneel akkoord voor de periode 2003 - 2004 (Belgisch Staatsblad 16 mei 2003), aangevuld door artikel 75 en artikel 76 van Programmawet van 8 april 2003 (Belgisch Staatsblad 17 april 2003) wordt de aanvullende vergoeding brugpensioen verder uitbetaald in geval van werkhervatting door de werkman.

2.5. Aanvullende vergoeding bij halftijdsbrugpensioen

Art. 11.

In toepassing en overeenkomstig:

- van de bepalingen opgenomen in de collectieve arbeidsovereenkomst nummer 55 van 13 juli 1993, gesloten in de Nationale Arbeidsraad en algemeen bindend verklaard bij koninklijk besluit van 17 november 1993, tot instelling van een regeling van aanvullende vergoeding voor sommige oudere werknemers, in geval van halvering van de arbeidsprestaties, hierna CAO nummer 55 genoemd;

- de collectieve arbeidsovereenkomst betreffende het halftijds brugpensioen van 24 september 2003 geldig van 1 januari 2003 tot en met 31 december 2004 gesloten in het Paritair Subcomité voor de edele metalen;

verzekert het Fonds de integrale betaling van de aanvullende vergoeding met een minimum van € 5,00 per dag.

2.6. Aanvullende sociale vergoeding

Art. 12.

- § 1. De bij artikel 5 bedoelde werklieden hebben recht ten laste van het Fonds, op een aanvullende sociale vergoeding, voor zover zij sedert ten minste een jaar lid zijn van één van de interprofessionele organisaties van werknemers die voor het hele land zijn opgericht.
- § 2. Het bedrag van de bij § 1 bedoelde uitkering wordt jaarlijks vastgesteld door de raad van bestuur.

2.7. Betalingsmodaliteiten van de bovengenoemde aanvullende vergoedingen

Art. 13.

- § 1. De in artikels 7 (aanvullende werkloosheidsvergoeding bij tijdelijke werkloosheid), 8 (aanvullende werkloosheidsvergoeding bij volledige werkloosheid), 9 (aanvullende ziektevergoeding), 10 (aanvullende vergoeding bij brugpensioen na ontslag) en 11 (aanvullende vergoeding bij halftijds brugpensioen) bedoelde vergoedingen worden rechtstreeks door het Fonds aan de betrokken werklieden uitbetaald, voor zover zij het bewijs leveren dat zij recht hebben op de vergoedingen voorzien in voormelde artikelen.
- § 2. De in artikel 12 (aanvullende sociale vergoeding) bedoelde vergoeding wordt uitbetaald door de representatieve professionele werknemersorganisaties die nationaal georganiseerd zijn.

Art. 14.

De raad van bestuur bepaalt de datum en de modaliteiten van de betaling van de door het Fonds toegekende vergoedingen; in geen geval mag de betaling van de vergoeding afhankelijk zijn van de storting der bijdragen welke door de aan het Fonds onderworpen werkgevers verschuldigd zijn.

3. Bevorderen van de vakbondsvorming

Art. 15.

Op verzoek van de werkgevers die het voorschot hebben uitbetaald, betaalt het Fonds de uitbetaalde lonen terug (vermeerderd met de patronale bijdragen) van de werklieden die afwezig waren in toepassing van de collectieve arbeidsovereenkomst van 18 september 1972, gesloten

in het Nationaal Paritair Comité voor de sectoren welke aan de metaal-, machine en elektrische bouw verwant zijn, betreffende de syndicale vorming van de werklieden en werksters tewerkgesteld in de ondernemingen van uurwerkmakerij, bijouterie, edelsmeed- en juwelierskunst, alsook de groot- en kleinhandel in de uurwerkmakerij, bijouterie, edelsmeed- en juwelierskunst, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 7 maart 1973 (Belgisch Staatsblad van 27 april 1973).

Art. 16.

Het bedrag dat bestemd is voor de organisatie van deze vakbondsvorming wordt jaarlijks vastgesteld door de raad van bestuur van het Fonds.

4. Financiering van de werking en de initiatieven van de vzw "Educam"

Art. 17.

Het Fonds financiert de werking en de initiatieven van de vzw "Educam". De jaarlijkse financiële bijdrage van het Fonds wordt door de raad van bestuur bepaald.

De vzw "Educam" organiseert, in opdracht en in coöperatie met de betrokken paritaire comités en subcomités en de betrokken fondsen voor bestaanszekerheid de beroepsopleiding en de vorming voor de werklieden zoals omschreven in de statuten van de vzw "Educam" en volgens de beslissingen genomen door de bestuursinstanties van deze vzw inzake de stichtende en toegetroden leden.

5. Ten laste nemen van bijzondere bijdragen

Art. 18.

De bijzondere bijdragen ten laste van de werkgevers op het conventioneel brugpensioen en ingevoerd enerzijds door de programmawet van 22 december 1989 en anderzijds door de programmawet van 29 december 1990, respectievelijk verschuldigd aan de Rijksdienst voor Pensioenen en de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening worden door het Fonds ten laste genomen.

De bedoelde bijzondere bijdragen worden vanaf 1 januari 1994 ten laste genomen voor de bruggepensioneerden vanaf de leeftijd van 57 jaar, voor zover het brugpensioen een aanvang heeft genomen tussen 1 januari 1994 en 30 juni 2005.

De bijzondere bijdragen worden ten laste genomen onder bovenvermelde voorwaarden en tot de pensioenstelling van de werklieden.

Art. 19.

De raad van bestuur van het Fonds bepaalt de uitvoeringsmodaliteiten van artikel 18.

6. Algemene bepaling

Art. 20.

De voorwaarden van toekenning van de vergoedingen welke door het Fonds worden verleend, evenals het bedrag kunnen gewijzigd worden op voorstel van de raad van bestuur bij collectieve arbeidsovereenkomst van het Paritair Subcomité voor de edele metalen, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit.

HOOFDSTUK IV. - Beheer van het Fonds

Art. 21.

Het Fonds wordt beheerd door een raad van bestuur, paritair samengesteld uit vertegenwoordigers van de representatieve werkgevers- en werknemersorganisaties.

De raad van bestuur bestaat uit twaalf leden, hetzij zes vertegenwoordigers van de werkgevers en zes vertegenwoordigers van de werknemers.

De leden van de raad van bestuur worden door het Paritair Subcomité voor de edele metalen benoemd.

Art. 22.

Elk jaar duidt de raad van bestuur onder zijn leden een voorzitter en drie ondervoorzitters aan.

Het voorzitterschap en het eerste ondervoorzitterschap wordt beurtelings door de werkgevers- en de werknemersafgevaardigden waargenomen.

De tweede ondervoorzitter behoort tot de werknemersgroep en de derde tot de werkgeversgroep.

Art. 23.

De raad van bestuur wordt door zijn voorzitter bijeengeroepen. De voorzitter is ertoe gehouden de raad tenminste eenmaal per semester bijeen te roepen en telkens wanneer tenminste twee leden van de raad erom verzoeken. De uitnodiging vermeldt de agenda.

De notulen worden door de door de raad van bestuur aangeduide secretaris opgesteld en door de voorzitter van de vergadering ondertekend.

De uittreksels uit deze notulen worden door de voorzitter of twee bestuurders ondertekend.

Wanneer tot de stemming moet worden overgegaan, dient een gelijk aantal leden van elke afvaardiging aan de stemming deel te nemen. Is het aantal ongelijk, dan onthoudt (onthouden) zich het jongste lid (de jongste leden).

De raad kan slechts geldig beslissen over de op de agenda gestelde kwesties in aanwezigheid van tenminste de helft van de leden die tot de **werknemersafvaardigingen** tenminste de helft van de leden die tot de werkgeversafvaardiging behoren.

De beslissingen worden met een meerderheid van twee derden van de stemgerechtigden genomen.

Art. 24.

De raad van bestuur heeft tot taak het Fonds te beheren en alle maatregelen te treffen die voor zijn goede werking zijn vereist. Hij beschikt over de meest uitgebreide bevoegdheid inzake het beheer en de leiding van het Fonds.

De raad van bestuur treedt in rechte op in naam van het Fonds, op vervolging en ten verzoeken van de voorzitter of van een tot dat doel afgevaardigde bestuurder.

De raad van bestuur kan bijzondere bevoegdheden overdragen aan één of meer van zijn leden of zelfs aan derden.

Voor al de andere handelingen dan deze waarvoor de raad speciale volmachten heeft verleend, volstaan de gezamenlijke handtekeningen van vier bestuurders (twee van werknemerszijde en twee van werkgeverszijde).

De verantwoordelijkheid van de bestuurders beperkt zich tot de uitvoering van hun mandaat en zij gaan geen enkele persoonlijke verbintenis aan betreffende hun beheer ten opzichte van de verplichtingen van het Fonds.

HOOFDSTUK V. - Financiering van het Fonds

Art. 25.

Om de financiering van de in artikel 7 tot artikel 19 bedoelde vergoedingen en financiële tussenkomsten te verzekeren beschikt het Fonds over de bijdragen welke door de bij artikel 5 bedoelde werkgevers verschuldigd zijn.

Art. 26.

§ 1. De bijdrage gebaseerd op de laatste brutobezoldiging berekend aan 108% verdiend door de werklieden bedoeld bij artikel 10§2 wordt door de werkgever rechtstreeks aan het Fonds betaald vóór de aanvangsdatum van het brugpensioen van de werklieden. Zij wordt berekend vanaf de aanvang van het brugpensioen in de onderneming tot de leeftijd van 57 jaar en betaald volgens de modaliteiten bepaald door de raad van bestuur.

§ 2. Vanaf 1 oktober 1999 wordt de bijdrage van de werkgevers bepaald op 2,30% van het brutoloon van de werklieden.

§ 3. Een buitengewone bijdrage kan door de raad van bestuur van het Fonds worden bepaald met bepaling van de innings- en verdelingsmodaliteiten. Deze buitengewone bijdrage moet het voorwerp uitmaken van een afzonderlijke collectieve arbeidsovereenkomst bekrachtigd bij koninklijk besluit.

Art. 27.

§ 1. De inning en invordering van de bijdragen worden door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid verzekerd bij toepassing van artikel 7 van de Wet van 7 januari 1958 betreffende de Fondsen voor bestaanszekerheid.

§ 2. De raad van bestuur van het Fonds bepaalt de verdeling van de bijdragen voorzien in de artikelen 7 tot en met 17.

HOOFDSTUK VI. - Begroting en rekeningen van het Fonds

Art. 28.

Het dienstjaar vangt aan op 1 januari en sluit op 31 december.

Art. 29.

Elk jaar, uiterlijk gedurende de maand december, wordt een begroting voor het volgende jaar aan het Paritair Subcomité voor de edele metalen ter goedkeuring voorgelegd.

Art. 30.

De rekeningen over het afgelopen jaar worden op 31 december afgesloten.

De raad van bestuur, evenals de door het Paritair Subcomité voor de edele metalen aangeduide revisor of accountant, maken jaarlijks elk een schriftelijk verslag op betreffende de uitvoering van hun opdracht gedurende het afgelopen jaar. De balans, samen met de hierboven bedoelde schriftelijke jaarverslagen, moeten uiterlijk gedurende de maand juni aan het Paritair Subcomité voor de edele metalen ter goedkeuring worden voorgelegd.

HOOFDSTUK VII - Ontbinding en vereffening van het Fonds

Art. 31.

Het Fonds kan slechts bij eenparige beslissing van het Paritair **Subcomité** voor de edele metalen worden ontbonden. Dit laatste dient **tegelijktijd**de vereffenaars te benoemen, hun bevoegdheden en hun bezoldiging vast te stellen en de bestemming van de **netto-activa** van het Fonds te bepalen.